

# L'Indonésie brûle-t-elle pour l'huile de palme ?

**L'huile de palme est devenue l'indispensable substance qui rend les pâtes onctueuses, les biscuits croustillants et les savons moussants. Avec, à la clé, le célèbre effet papillon : l'Indonésie, le principal producteur d'huile de palme, est propulsé troisième pays émetteur de CO<sub>2</sub> mondial.**

## Un label « huile de palme durable » pour lutter contre la déforestation

En 2004, une Table ronde (« Roundtable on Sustainable Palm Oil ») portant sur l'huile de palme a réuni l'ensemble des acteurs du marché, à l'initiative du WWF : étaient présents des producteurs d'huile de palme, des acheteurs et les ONG environnementales et sociales. Le RSPO a défini un cahier des charges : les plantations qui sont établies après 2005 ne peuvent pas remplacer des forêts primaires ou d'autres zones à haute valeur de conservation. Les acteurs sont obligés de planter les palmiers à la place de forêts non primaires ou sur des terres non boisées. Outre des charges environnementales, il y a obligation de respecter des charges sociales, notamment en matière de salaires. Cette huile de palme certifiée durable fournit donc aux consommateurs la garantie du respect de critères sociaux et environnementaux. Cependant il reste énormément à faire : les plantations certifiées doivent encore fournir des efforts pour réduire plus efficacement leurs émissions de CO<sub>2</sub> et pour protéger leurs zones à haute valeur de conservation, car beaucoup trop de producteurs ignorent toujours les impacts destructeurs des plantations.

Avec environ 3 % de la surface mondiale des forêts, l'Indonésie représente plus de 14 % de la déforestation. Ce qui correspond à près de la moitié des émissions totales de gaz à effet de serre (GES). Une grande partie de ces émissions est due aux feux de forêts ou de tourbières. En Indonésie, ces dernières peuvent avoir jusqu'à 30 mètres de profondeur. Elles contiennent seulement de la matière organique. Une fois brûlé, le carbone qu'elles émettent se transforme en GES. On a pu évaluer ainsi que 500 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> ont été émis en provenance des tourbières en Indonésie, rien qu'en 2008. Ce phénomène physique concerne tous les pays victimes de déforestation. Mais l'Indonésie est particulièrement touchée car la plupart de ses forêts sont très anciennes, souvent plusieurs fois centenaires et donc la quantité de carbone contenue dans le sol est énorme.

À cela s'ajoute la disparition d'un véritable poumon vert et de la biodiversité locale : des espèces animales telles que les tigres, les éléphants, les rhinocéros, etc. Bref, une catastrophe écologique est en marche.

## Good oil : ou comment rendre les agriculteurs autonomes

Dans le cadre du Redd (voir encadré en page 10), le gouvernement indonésien devrait décider de ne plus détruire de forêts à « haute valeur de conservation », et de privilégier la culture de palmiers sur des zones déjà déboisées ou comprenant des forêts dont le sol est moins chargé en carbone. Greenpeace encourage cette approche et

travaille sur place, en synergie avec d'autres ONG, essentiellement locales. Mais le travail n'est pas aisé, les lobbies des industriels sont puissants, même si certaines avancées en faveur de la sauvegarde des forêts commencent à faire jurisprudence. Le GAR, Golden Agri Resources, a accepté de collaborer avec Greenpeace et le Forest Trust pour élaborer une méthode visant à arrêter tout déboisement pour la production d'huile de palme. Pour ce faire, une véritable politique de conservation des forêts à forte teneur en carbone a été mise sur pied.

## « Le poumon vert de la biodiversité locale. »

Mais attention au déplacement du problème ! « GAR a des implantations en Afrique, où la prise de conscience de la valeur des forêts au sein de l'entreprise n'est pas encore bien ancrée », souligne An Lambrechts, responsable de la campagne forêt chez Greenpeace. Résultat : « Il faut veiller à ce qu'il n'y ait pas un transfert des pratiques de déforestation et de cultures d'huile de palme vers des pays comme le Liberia. »

## Choisir entre la forêt et la rentabilité

Mais il n'y a pas que le contrôle des zones de déboisement. Greenpeace travaille également à ce que les agriculteurs locaux assurent la gestion de leurs plantations. Une gestion d'autant plus importante que si elle leur permet de vivre mieux qu'en dépendant de grosses industries qui travaillent au mépris de la forêt, les paysans oseront leur tourner le dos. « C'est important car les agriculteurs n'hésitent pas à faire leur calcul entre ce qui peut être le plus rentable pour eux, même s'ils ont besoin de la forêt », insiste An Lambrechts. ■

Un article rédigé par Sabine Schrader